

[Cinéma](#) [Séries](#) [Télévision](#) [Plateformes](#) [Livres](#) [Arts](#) [Musique](#) [Théâtre](#) [Radio & Podcasts](#)[Accueil](#) [Enfants](#)

“Les enseignants ont des raisons de protester, tant leurs conditions de travail se sont dégradées”

La grève contre la suppression de postes dans l'Éducation nationale a été suivie de manière très disparate en France ce mardi. Laurent Frajerman, spécialiste du syndicalisme enseignant, en analyse la portée.



Manifestation du secteur public, à Paris, le 19 mars 2024. Photo Valerie Dubois/Hans Lucas.

Par Marc Belpois

Réservé aux abonnés

Publié le 31 mars 2026 à 18h41



Lire dans l'application

Professeurs grévistes : 10 % selon le ministère (beaucoup plus selon les syndicats). La mobilisation de ce 31 mars contre la suppression de postes à la rentrée prochaine aura davantage rassemblé au primaire qu’au secondaire. « *Ce n’est ni l’échec que les syndicats pouvaient redouter, ni la grève du siècle* », estime Laurent Frajerman, enseignant-chercheur spécialiste du syndicalisme enseignant. Alors que le rapport de force avec le pouvoir s’est beaucoup affaibli au cours des dernières décennies, cette grève témoigne pourtant de la persistance d’une culture de la mobilisation chez les enseignants.

Pourquoi les enseignants font-ils grève ?

En décembre dernier, à l’occasion des débats sur le budget, est revenue la proposition de supprimer des postes d’enseignants, que le gouvernement avait abandonnée dans un premier temps. Fin janvier, le ministère de l’Éducation nationale a confirmé la suppression de 2 200 postes dans le premier degré et 1 800 dans le second. Une décision qu’il justifie par la baisse démographique à la rentrée prochaine : 107 600 élèves de moins au primaire et 29 100 au collège. Les syndicats enseignants dénoncent une politique d’austérité. Ils considèrent que cette baisse démographique devrait au contraire constituer une opportunité pour baisser les effectifs dans les classes, augmenter le taux d’encadrement, relancer les dispositifs d’accompagnement qui ont été supprimés lorsque le nombre d’élèves a augmenté. Et, bien entendu, augmenter les salaires, dans un contexte de déclassement salarial et de crise du recrutement. Ces revendications ne peuvent être satisfaites qu’en rectifiant le budget, hypothèse hautement improbable. Mais elles se manifestent maintenant, quand les enseignants constatent localement l’effet des suppressions de postes.

Cet appel à la grève a-t-il été beaucoup suivi ?

Selon le ministère de l’Éducation nationale, près de 10 % des enseignants ont fait grève — j’estime la réalité aux alentours de 15 % au maximum. Soit une mobilisation équivalente à celle de Bloquons tout, le 10 septembre dernier, à la suite d’un appel sur les réseaux sociaux pour protester contre l’austérité prônée

par François Bayrou. Peu de professions peuvent se targuer de mobiliser dans de telles proportions aussi régulièrement. Ce 31 mars 2026, le mouvement a été davantage suivi dans le premier degré (13,2 % selon le ministère) que dans le second (7,18 %). Certes, les écoles élémentaires se joignent traditionnellement davantage aux mouvements de grève que les collèges et surtout les lycées. Mais c'est aussi parce qu'une page se tourne : pendant une décennie, priorité a été donnée au primaire, les suppressions de postes se concentrant sur le second degré. Le spectacle de petites écoles rurales fermant leurs portes a probablement beaucoup joué dans la mobilisation. Aurélie Gagnier, porte-parole du FSU-Snuipp, le premier syndicat du second degré, évoque une mobilisation « *très disparate selon les départements, jusqu'à 30 % des enseignants du premier degré* ». On voit bien qu'elle entretient un flou (« jusqu'à ») mais aussi qu'elle a des indications sur une grève en « peau de léopard », très variable d'un territoire à l'autre.

Les syndicats sont pris dans une contradiction : ils savent que trop de grèves perlées tuent la grève, mais que les enseignants ne sont pas prêts pour l'instant à passer à des mobilisations beaucoup plus dures.

Comment expliquer l'écart entre les chiffres du ministère et ceux des organisations syndicales ?

Il est dans la culture des syndicats d'exagérer les chiffres. Ainsi le Snes-FSU, premier syndicat du second degré, annonce « *25 % de grévistes* », soit quatre fois le chiffre officiel. Ces pourcentages fantaisistes peuvent avoir pour effet de décrédibiliser la parole syndicale. J'ai démontré depuis longtemps que les chiffres du ministère ont aussi leur part d'approximation, reposant sur un échantillon non public et minorant les mobilisations. Par exemple, en donnant des taux calculés avec les personnels absents, soit parce qu'ils n'ont pas cours la première heure de

la journée, soit parce qu'ils sont malades, en détachement, etc. Bref, personne ne joue la transparence ! Mais les chiffres du ministère sont moins mauvais sur le long terme.

Quels enseignements tirez-vous de cette journée de mobilisation ?

Ce n'est ni un succès, ni un échec pour les syndicats, avec une grève décidée peu de temps avant et correspondant au modèle impopulaire de la journée d'action isolée, perçue comme un coup d'épée dans l'eau. Les syndicats sont pris dans une contradiction : ils savent que trop de grèves perlées tuent la grève, mais que les enseignants ne sont pas prêts pour l'instant à passer à des mobilisations beaucoup plus dures, et coûteuses pour eux. Ce serait pourtant plus pertinent, mais cela se prépare sérieusement et implique un changement de mentalité à tous les niveaux. La grande majorité des enseignants demeure attentiste.

L'efficacité de la grève est questionnée parce que les rapports de force ont changé ces dernières décennies. La mobilisation de décembre 1995 avait fini par faire reculer le gouvernement. À l'époque, les grévistes avaient foi dans la victoire, ils étaient convaincus que l'exécutif n'aurait d'autre choix que de renoncer. C'est la seule grève reconductible des instituteurs dans l'histoire, avec Mai 68. À partir des années 2000, les gouvernements successifs ont décidé de ne plus céder à la rue, quitte à utiliser les rouages autoritaires de la V^e République. Aujourd'hui, les syndicats mènent des actions qui, pour la plupart d'entre elles, relèvent davantage de la protestation et de la grève d'expression que d'une lutte menée pour obtenir gain de cause.

Et pourtant, ce 31 mars 2026, bon nombre d'enseignants ont répondu présents...

Le corps enseignant demeure l'une des rares professions où l'on continue à faire grève. Ce mode d'action n'a pas déserté son imaginaire, tant s'en faut. Même les enseignants les plus à droite, socialisés dans un milieu réfractaire à la conflictualité, le voient comme un recours possible. Il faut se souvenir par exemple de la mobilisation massive des professeurs des écoles le 13 janvier 2022, au moment de l'épidémie de Covid, lorsque le protocole sanitaire changeait sans cesse ou était jugé inapplicable. C'était une action majoritaire, sur un thème

précis et réaliste, qui a d'ailleurs obtenu gain de cause (y compris avec une victime collatérale, Jean-Michel Blanquer !).

L'appel à la grève aura probablement été entendu par les grévistes fréquents qui débrayent au moins une à deux fois par an. Ceux-là sont sensibles à l'unité syndicale qui s'est affichée : à l'exception de Force ouvrière (FO), les grandes organisations syndicales (La FSU, l'Unsa, la CFDT, la CGT et SUD) se sont rassemblées autour de cet appel, le crédibilisant. Les enseignants ont aujourd'hui des raisons de protester, tant leurs conditions de travail se sont dégradées. Il s'agit aussi de convaincre l'opinion que l'éducation devrait figurer en tête de ses préoccupations, au même titre que le pouvoir d'achat, la sécurité et la santé, cités par les Français sondage après sondage. Cette grève est suffisamment forte pour envoyer un message en ce sens.

À lire aussi :

Grève des enseignants : “La perception des dépenses pour l'éducation est faussée, elles n'augmentent pas”



Enfants

Société

Éducation

Éducation nationale

Lutte sociale

LISEZ AUSSI